

L'assurance-invalidité attend son refinancement : les partisans non-UDC du oui doivent maintenant tenir leurs promesses

Autor(en): **Gavillet, André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2007)**

Heft 1736

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1024350>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'assurance-invalidité attend son refinancement

Les partisans non-UDC du oui doivent maintenant tenir leurs promesses

André Gavillet (17 juin 2007)

L'approbation de la révision de la loi sur l'AI est claire quant au résultat chiffré, mais d'interprétation équivoque.

Le peuple a pu croire que par son vote il donnait à l'AI les moyens d'amorcer une convalescence jusqu'à guérison complète. Or l'assainissement véritable, y compris le désendettement, exige l'apport de recettes nouvelles. Telle était au départ la position du Conseil fédéral. Mais le Parlement a eu pour premier souci de dissocier révision et refinancement, d'une part pour exercer la pression la plus forte pour des économies

substantielles, et lâchement pour repousser après les élections cette perspective impopulaire d'avoir à défendre une hausse d'impôt. Cette obligation de financement a été escamotée durant la campagne. Dans ses explications sur l'enjeu du vote, le Conseil fédéral lui-même y a consacré à peine deux lignes.

Or ce financement, qui devrait prendre la forme d'une hausse de la TVA, sera pour des raisons constitutionnelles obligatoirement soumis au peuple et aux cantons. Et l'on sait déjà, que l'UDC fera feu des quatre fers contre cette

augmentation de la charge fiscale. Dès maintenant ce parti réclame une sixième révision de l'AI. Et l'équivoque du vote sur la cinquième, c'est que le peuple croira avoir déjà donné. Il importe donc de surveiller nommément les parlementaires qui ont fait campagne pour le oui (UDC excepté). Accorderont-ils à l'AI les ressources dont elle a besoin et défendront-ils devant le peuple cette augmentation des prélèvements obligatoires?

Voir aussi le dossier des précédents articles de DP sur le sujet.

Retrouver les racines libérales de la gauche

Le libéralisme mérite mieux que la caricature injurieuse ou l'interprétation dévoyée qui en sont faites

Jean-Daniel Delley (06 juin 2007)

En instaurant et en maintenant par la terreur la dictature du parti unique, les régimes communistes n'ont proposé qu'une sinistre caricature du socialisme. Faut-il pour autant rejeter les valeurs et les conquêtes du mouvement socialiste?

A gauche aujourd'hui, nombreux sont celles et ceux qui vouent aux gémonies le libéralisme, accusé de toutes les injustices. Néo- ou ultra-, le libéral est l'adversaire désigné; adjectival, le terme équivaut à une injure. C'est oublier que

cette philosophie politique est à la source de la démocratie moderne. C'est aussi légitimer les écoles et partis qui, sous couvert de cette étiquette, justifient la loi du plus fort et l'exclusion sociale.

Pour Eduard Bernstein, l'un des pères de la social-démocratie, le socialisme apparaît comme un prolongement, voire même un achèvement du libéralisme: *«En tant que mouvement d'importance historique, le socialisme n'en est pas seulement chronologiquement,*

mais aussi par son contenu spirituel, l'héritier légitime», notait-il en 1899 dans son œuvre majeur *Les présupposés du socialisme et les devoirs de la social-démocratie*. En somme le libéralisme a posé les principes, établi les valeurs et il revient au socialisme de les mettre en œuvre.

Le libéralisme, comme philosophie, doctrine politique et même théorie économique, vaut mieux que le corpus ratatiné de slogans véhiculé par ses thuriféraires contemporains. C'est lui qui